



UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

Programme des Nations Unies pour l'environnement    Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente  
Программа Организации Объединенных Наций по окружающей среде    برنامج الأمم المتحدة للبيئة

联合国环境规划署



***Sous embargo strict : A ne publier ou ne diffuser  
qu'après 11h00 heure française (10h00 GMT) le 21 février 2011***

## **Comment 2 % du PIB mondial peuvent à la fois enclencher la marche vers une croissance plus verte et plus intelligente et lutter contre la pauvreté**

**Le nouveau rapport du PNUE propose d'engager les politiques publiques et les  
investissements sur la voie du développement durable dans la perspective de Rio+20**

**Nairobi/Monde, le 21 février 2011** - Selon un nouveau rapport publié aujourd'hui, investir 2 % du PIB mondial dans dix secteurs clés permettrait de mettre en œuvre la transition vers une économie verte caractérisée par de faibles émissions de carbone et l'utilisation efficace des ressources.

Soutenu par des politiques nationales et internationales soucieuses de l'avenir, cet investissement (environ 1,3 mille milliards de dollars par an en moyenne sur la base des chiffres actuels) permettrait à l'économie mondiale de connaître un taux de croissance à peu près égal, si ce n'est supérieur, aux prédictions des modèles économiques en vigueur.

Mais sans aggraver les risques, les chocs, les pénuries et les crises de plus en plus inhérents à l'économie « brune » existante, responsable de l'épuisement des ressources et du niveau élevé des émissions de carbone.

Ces conclusions remettent totalement en cause le mythe de l'arbitrage entre investissements environnementaux et croissance économique et pointent du doigt la « mauvaise allocation flagrante des capitaux » actuelle.

Selon le rapport, une économie verte est pertinente non seulement pour les économies plus développées mais elle constitue également un catalyseur essentiel de croissance et d'éradication de la pauvreté dans les pays en développement, où près de 90 % du PIB généré par les populations pauvres dépendent de la nature ou du capital naturel tel que les forêts et l'eau douce.

Le document cite l'Inde dont le *National Rural Employment Guarantee Act*, un programme assurant au moins 100 jours de travail rémunéré aux ménages ruraux, investit plus de 80 % des 8 milliards de sa dotation dans des activités liées à la conservation de l'eau, l'irrigation et le développement foncier.

- Ce programme a généré trois milliards de jours de travail dont ont profité près de 60 millions de ménages.

Le Cambodge, l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam perdent aujourd'hui 2 % de leur PIB combiné du fait des maladies d'origine hydrique dues à la mauvaise qualité de l'assainissement.

- Des politiques réorientant plus de 0,1 % du PIB mondial par an pourraient contribuer à résoudre les problèmes d'assainissement et préserver l'eau douce grâce à une réduction de la demande en eau d'un cinquième par rapport aux estimations d'ici 2050.

Le rapport a modélisé les résultats de politiques qui redirigeraient environ 1,3 trillion de dollars par an vers des investissements verts et dix secteurs clés, soit environ 2 % du PIB mondial. À titre de comparaison, cette somme représente moins d'un dixième de l'investissement total annuel dans le capital physique.

À l'heure actuelle, entre 1 et 2 % du PIB mondial sont consacrés à diverses subventions qui perpétuent souvent l'utilisation non durable des ressources dans des domaines tels que les combustibles fossiles, l'agriculture (y compris les subventions aux pesticides), l'eau et la pêche.

Un grand nombre d'entre elles participent à la dégradation de l'environnement et à l'inefficacité de l'économie mondiale. Leur réduction ou leur disparition progressive présenterait de multiples avantages et libérerait des ressources pour financer la transition vers une économie verte.

### **Revenus et emploi**

Par rapport au maintien du *statu quo*, outre une élévation du taux de croissance, la transition globale vers une économie verte dégagerait des revenus par habitant supérieurs à ceux des modèles économiques actuels et réduirait l'empreinte écologique de près de 50 % en 2050.

Le rapport sur l'économie verte reconnaît que la marche vers le développement durable passerait inévitablement par des pertes d'emploi dans certains secteurs, tels que la pêche.

Pour assurer une transition équitable et socialement acceptable, il faudra investir, parfois par réallocation des sommes récupérées de la baisse des subventions néfastes, dans la formation et l'acquisition de nouvelles connaissances pour certains pans de la main d'œuvre mondiale.

Le rapport démontre qu'au fil du temps le nombre « d'emplois nouveaux et décents créés » dans des secteurs allant des énergies renouvelables à une agriculture plus durable compensera cependant les pertes de ceux générés par l'ancienne « économie brune ».

Il affirme, par exemple, qu'investir environ 1,25 % du PIB mondial par an dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables diminuerait la demande mondiale d'énergie primaire de 9 % en 2020 et de près de 40 % en 2050.

- Le niveau d'emploi du secteur de l'énergie serait supérieur d'un cinquième à celui du scénario de maintien du *statu quo* car les énergies renouvelables représenteraient près de 30 % de la demande mondiale d'énergie primaire d'ici le milieu du siècle.

- Dans un scénario d'économie verte, les économies de capitaux et de coûts de combustible pour la production d'électricité s'élèveraient à 760 milliards de dollars par an en moyenne entre 2010 et 2050.

Le rapport *Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté* met également en avant les possibilités considérables que présenterait le découplage de la production de déchets de la croissance du PIB, y compris en termes de récupération et de recyclage.

- La politique de responsabilité élargie des producteurs de la République de Corée a réglementé les produits du type batteries/piles, pneus et emballages (verre et papier) et engendré une augmentation de 14 % des taux de recyclage et un bénéfice économique de 1,6 milliard de dollars.
- Au Brésil, le recyclage génère déjà un gain de 2 milliards de dollars par an tout en évitant l'émission de 10 millions de tonnes de gaz à effet de serre. Une économie pratiquant le recyclage intégral dans ce pays dégagerait un bénéfice équivalent à 0,3 % du PIB.

Produit par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en collaboration avec des économistes et des experts du monde entier, le rapport considère que la réalisation et la pérennisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (depuis la réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim jusqu'à la réduction de moitié des populations privées d'accès à de l'eau potable salubre) constituent un seul et même but.

Abaisser les émissions de gaz à effet de serre à des niveaux beaucoup moins dangereux de 450 parties par million en 2050 est un autre objectif global.

Les conclusions du rapport ont été présentées aujourd'hui aux ministres de l'Environnement de plus de 100 pays à l'occasion de l'ouverture de la 26<sup>ème</sup> session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel mondial sur l'environnement.

Le contenu de ce rapport est extrait d'une étude macroéconomique plus large publiée en ligne. Il vise à accélérer le développement durable et fait partie de la contribution du PNUE à la préparation de la conférence Rio+20 qui aura lieu au Brésil l'année prochaine.

Le rapport complet est accessible en ligne à compter de ce jour. Les pays sont également invités à fournir d'autres exemples d'économie verte. Dans les mois à venir, l'équipe en charge de l'Économie verte au PNUE prévoit de présenter le rapport dans plusieurs capitales à travers le monde.

Elle profitera également de cette occasion pour explorer comment aider au mieux les pays et les communautés à engager la transition vers une économie verte dans leur contexte national.

M. Achim Steiner, sous-secrétaire général de l'ONU et directeur exécutif du PNUE, a déclaré : « Les nations ont repris le chemin de Rio, mais dans un monde très différent de celui de 1992 ».

« L'épuisement rapide des ressources naturelles et l'accélération du changement environnemental, depuis la perte des récifs coralliens et des forêts jusqu'à la pénurie croissante de terres productives, la nécessité urgente de nourrir les populations et d'alimenter les économies nationales en combustibles et en carburant et les impacts probables d'un changement climatique non maîtrisé constituent la toile de fond de Rio 2012 », a-t-il ajouté.

« L'économie verte présentée et illustrée dans le rapport du PNUE se veut une évaluation ciblée et pragmatique des premiers pas des pays, des communautés et des entreprises vers un schéma plus durable de consommation et de production. Ancré dans les principes de développement durable convenus à Rio en 1992, ce document reconnaît que les signaux fondamentaux qui pilotent nos économies doivent évoluer en termes de politiques publiques et de réponses des marchés », a-t-il poursuivi.

« Nous devons dépasser les polarités du passé telles que les oppositions développement/environnement, État/marché ou Nord/Sud », a affirmé M. Steiner.

« 2,5 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars par jour et en 2050 la population mondiale comptera plus de deux milliards de personnes supplémentaires : il est donc clair que nos économies doivent continuer à croître et à se développer. Mais ce développement ne peut pas se faire aux dépens des systèmes dont dépend la vie sur terre, dans les océans ou dans l'atmosphère et qui permettent à nos économies d'exister et donc à chacun d'entre nous », a-t-il ajouté.

« Comment conserver l'empreinte écologique de l'humanité dans des limites supportables par la planète ? L'économie verte constitue un volet essentiel de la réponse. Son but est d'établir un lien entre impératifs environnementaux pour changer le cours des résultats économiques et sociaux, particulièrement en termes de développement économique, d'emploi et d'équité », a souligné M. Steiner.

M. Pavan Sukhdev, détaché par la Deutsche Bank et responsable de l'Initiative pour une économie verte du PNUE, a déclaré : « Les gouvernements ont un rôle central à jouer : c'est à eux qu'il revient de changer les lois et les politiques et d'investir les fonds des États dans la richesse publique afin que la transition soit possible. Ce faisant, ils permettront aussi de déverser les trillions de dollars du capital privé dans l'économie verte. »

« La mauvaise allocation des capitaux se situe au cœur des dilemmes mondiaux actuels et il est possible de prendre sans attendre des mesures à effet rapide allant de la diminution et de la disparition progressives des plus de 600 milliards de dollars de subventions mondiales aux combustibles fossiles jusqu'à la réaffectation des plus de 20 milliards de dollars de subventions dommageables qui encouragent une pêche non durable », a-t-il ajouté.

« L'économie verte ne consiste pas à étouffer la croissance et la prospérité, mais à se reconnecter à la véritable richesse, à réinvestir dans le capital naturel au lieu de l'exploiter et à favoriser le plus grand nombre plutôt qu'une minorité. Il s'agit de mettre en place une économie mondiale consciente aussi de la responsabilité des nations à transmettre une planète productive, en bonne santé et en bon état de fonctionnement à la jeunesse d'aujourd'hui et aux générations futures », a conclu M. Sukhdev.

## **Remarques à l'intention des rédacteurs :**

### **Principales conclusions et quelques secteurs clés**

Pour le PNUE, l'économie verte est une économie qui entraîne « *une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources* ».

Des politiques et des investissements qui découplent la croissance de la consommation intensive actuelle de matières premières et d'énergie constituent une partie importante de la transition.

Bien qu'il y ait eu des tentatives de découplage au cours des 30 dernières années, les gains ont été beaucoup trop modestes pour mettre la planète sur la voie du développement durable et en préserver les ressources finies.

### **Rôle pivot des gouvernements en matière de politiques**

Des politiques publiques novatrices et originales seront essentielles pour mettre en place les conditions favorables, qui inciteront les marchés et les investissements directs du secteur privé à choisir la voie de la transition vers une économie verte, à savoir :

- Cadres réglementaires bien pensés, affectation prioritaire des dépenses et des marchés publics à des domaines qui stimulent les secteurs économiques verts et limitation des dépenses qui favorisent l'épuisement du capital naturel.
- Taxation et mécanismes économiques intelligents qui déplacent les dépenses des consommateurs et encouragent l'innovation verte.
- Investissements publics dans le renforcement des capacités et la formation parallèlement à la consolidation de la gouvernance internationale.

Les politiques publiques peuvent aussi faire en sorte que les avantages du verdissement d'un secteur déclenchent des bénéfices plus larges en termes de développement durable dans d'autres.

- Globalement, le rapport suggère que la part du lion des 2 % du PIB envisagés provienne de capitaux privés, amorcés par une contribution plus modeste des deniers publics.

### **De la pêche au bâtiment - Dix secteurs clés sous-tendent une économie verte**

Les dix secteurs que le rapport juge essentiels au verdissement de l'économie mondiale sont les suivants :

agriculture, bâtiment, offre énergétique, pêche, foresterie, industrie (dont efficacité énergétique), tourisme, transport, gestion des déchets et eau.

Sur les 2 % du PIB proposés dans le rapport, les investissements par secteur en prenant les niveaux actuels de PIB seraient les suivants :

- 108 milliards de dollars pour le verdissement de l'agriculture, petites exploitations comprises ;

- 134 milliards de dollars dans le verdissement du secteur du bâtiment en améliorant l'efficacité énergétique) ;
- plus de 360 milliards de dollars dans le verdissement de l'offre énergétique ;
- près de 110 milliards de dollars dans le verdissement de la pêche, comprenant une baisse de la capacité des flottes mondiales ;
- 15 milliards de dollars dans le verdissement de la foresterie avec d'importantes répercussions bénéfiques en termes de lutte contre le changement climatique ;
- plus de 75 milliards de dollars dans le verdissement des activités industrielles, dont l'industrie manufacturière ;
- près de 135 milliards de dollars dans le verdissement du secteur du tourisme ;
- plus de 190 milliards de dollars dans le verdissement du transport ;
- près de 110 milliards de dollars dans les déchets, avec le recyclage ;
- un montant du même ordre dans le secteur de l'eau dont l'assainissement.

## **Exemples sectoriels**

### **Agriculture**

Une économie verte investirait dans l'agriculture de 100 à 300 milliards de dollars par an jusqu'en 2050 afin de nourrir 9 milliards de personnes tout en favorisant une meilleure gestion de la fertilité des sols, l'utilisation durable de l'eau et l'amélioration de la gestion biologique des végétaux.

- Des scénarios indiquent une augmentation des rendements mondiaux des principales cultures de 10 % par rapport aux stratégies d'investissement actuelles.
- Cela équivaudrait à hausser et à maintenir les niveaux de nutrition à 2 800-3 000 kilocalories par personne d'ici 2030, comparés aux 2 000 kilocalories disponibles aujourd'hui.
- Les pertes alimentaires dans le monde représentent 2 600 kilocalories par personne et par jour. Elles sont notamment dues à l'absence ou à l'inefficacité d'infrastructures de distribution et de conservation et aux déchets domestiques. Par conséquent, la transition vers une économie verte doit s'attaquer à ces problèmes, qui sont liés à plusieurs des secteurs concernés.

## **Bâtiment**

Les bureaux et les locaux résidentiels, qui utilisent un tiers de l'énergie mondiale, font du secteur du bâtiment le plus gros émetteur de gaz à effet de serre dans le monde.

Le secteur de la construction est responsable de plus d'un tiers de la consommation mondiale de ressources matérielles dont 12 % de l'utilisation totale d'eau douce.

Suivant un des scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'empreinte climatique du secteur du bâtiment devrait quasiment doubler et atteindre 15,6 milliards de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone d'ici 2030 soit 30 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> d'origine énergétique.

- Dans les scénarios d'économie verte, l'association de technologies existantes et de la hausse de l'offre en énergies renouvelables pourrait entraîner une baisse spectaculaire des émissions moyennant une économie de 35 dollars par tonne de CO<sub>2</sub>.
- Avec les bonnes politiques gouvernementales en matière de bâtiments urbains, il serait possible d'économiser environ un tiers de l'énergie consommée par ce secteur à travers le monde d'ici 2050 pour un investissement annuel de 300 milliards à 1 trillion de dollars.

## **Pêche**

Des subventions estimées à environ 27 milliards de dollars par an ont généré une capacité de pêche deux fois supérieure aux possibilités de reproduction des poissons.

Le rapport suggère d'investir dans le renforcement de la gestion de la pêche, y compris par la création de zones marines protégées, la mise hors service de certains navires, la réduction de la capacité des flottes et la formation à d'autres métiers, pour permettre de reconstituer les ressources halieutiques de la planète.

- Un tel investissement adossé à des mesures de politiques se traduirait par une augmentation des prises de 80 millions de tonnes actuellement à 90 millions de tonnes en 2050 en dépit d'une baisse initiale jusqu'en 2020.

« La valeur actuelle des bénéficiaires du verdissement du secteur de la pêche est estimée à environ 3 à 5 fois celle de l'investissement nécessaire », indique le rapport.

- Il serait possible de limiter les pertes d'emploi à court et moyen terme en ciblant les baisses de capacité sur un petit nombre de grandes flottes industrielles plutôt que sur les petites flottes artisanales.
- Les emplois dans la pêche devraient recommencer à augmenter en 2050, une fois les stocks reconstitués.

## **Foresterie**

Les forêts génèrent des biens et des services qui assurent les moyens d'existence économiques de plus d'un milliard de personnes, recyclent les nutriments essentiels à l'agriculture et abritent 80 % des espèces terrestres.

Actuellement, la déforestation représente près de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

« Diminuer la déforestation peut donc constituer un bon investissement : on estime en effet que les avantages en termes de régulation du climat de la division par deux de la déforestation sont trois fois supérieurs aux coûts », affirme l'étude.

Le rapport analyse la contribution de 15 milliards de dollars par an (0,03 % du PIB mondial) au verdissement de ce secteur, y compris la hausse des investissements en faveur du programme REDD (réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts).

Ces investissements permettraient aussi la montée en puissance de mécanismes économiques éprouvés tels que le bois d'œuvre certifié, la certification des produits des forêts primaires, le paiement pour les services environnementaux et les partenariats avec les communautés.

- Entre 2011 et 2050, un investissement de 15 milliards de dollars par an (0,03 % du PIB) augmenterait la valeur ajoutée de l'industrie de la forêt de plus de 20 % par rapport au maintien du *statu quo*.
- Le rapport suggère que la transition vers une économie verte permettrait d'accroître la couverture forestière, actuellement proche de 4 milliards d'hectares, de plus de 3 % en 2020, 8 % en 2030 et plus de 20 % en 2050 par rapport au maintien du *statu quo*.

La mise en œuvre rapide de ces recommandations pourrait apporter une contribution clé à 2011, déclarée Année internationale des forêts par l'ONU.

## **Transport**

Les coûts environnementaux et sociaux du transport en termes de pollution atmosphérique, d'accidents de la route et d'encombrements représentent environ 10 % du PIB des régions ou des pays. Le verdissement du secteur des transports nécessitera des politiques qui encouragent le passage au transport public et non motorisé et favorisent le rendement énergétique des carburants et des véhicules moins polluants.

Pour l'Europe, l'analyse indique que les bénéfices économiques régionaux des investissements dans les transports publics représentent plus du double de leur coût.

Diminuer la teneur en soufre des carburants en Afrique subsaharienne pourrait représenter une économie de près d'1 milliard par an en coûts de santé et apparentés.

- Investir 0,34 % du PIB mondial par an jusqu'en 2050 dans le secteur du transport pourrait réduire de 80 % la consommation de carburants et augmenter de 6 % les chiffres de l'emploi par rapport au maintien du *statu quo* principalement grâce à la part accrue des transports publics.

## Déchets

D'ici 2050 le monde devrait générer plus de 13 milliards de tonnes de déchets municipaux et autres : actuellement seuls 25 % de la totalité des déchets sont récupérés et recyclés.

- Un investissement de 108 milliards de dollars par an dans le verdissement du secteur des déchets pourrait permettre de recycler presque 100 % des déchets électroniques contre 15 % actuellement.
- Un tel investissement pourrait tripler le recyclage global des déchets d'ici 2050 et réduire de 85 % les quantités de déchets finissant dans les décharges par rapport au scénario de maintien du *statu quo*.

D'ici 2030, les émissions de gaz à effet de serre dues au méthane pourraient diminuer de 20 à 30 % avec les économies financières que cela représenterait.

La prévention et la gestion des déchets demeurent également un défi majeur pour l'industrie manufacturière. Des approches telles que le remanufacturing et la reconception des produits et des procédés peuvent contribuer à limiter la production de déchets et l'utilisation des ressources.

- Ainsi, un allongement de la durée de vie des produits manufacturés de 10 % se traduirait par une réduction équivalente du volume de ressources extraites.
- Le recyclage de la chaleur résiduelle grâce aux centrales de cogénération combinant chaleur et électricité présente un fort potentiel d'utilisation plus rationnelle de l'énergie. L'industrie de la pâte à papier dispose d'installations de cogénération lui permettant d'utiliser 30 % d'énergie primaire en moins.

*Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté - Synthèse à l'intention des décideurs* et tous les chapitres du projet de rapport, y compris la modélisation et les scénarios, seront accessibles en ligne après 11h00 heure française (10h00 GMT) le 21 février 2011 aux adresses : [www.unep.org](http://www.unep.org) et [www.unep.org/greeneconomy](http://www.unep.org/greeneconomy).

Le site présentera également la compilation actuelle d'études de cas d'économie verte portant sur des pays et des régions du monde entier.

La 26<sup>ème</sup> session extraordinaire du Conseil d'administration du PNUE/Forum ministériel international sur l'environnement est accessible sur : <http://www.unep.org/gc/gc26/>

Adresse du site de la Conférence de l'ONU sur le développement durable 2012 ou Rio+20 : <http://www.uncsd2012.org/>

Adresse du site de l'Année internationale des forêts 2011 : [www.un.org/en/events/iyof2011/](http://www.un.org/en/events/iyof2011/)

**Pour obtenir des informations complémentaires :**

Nick Nuttall, porte-parole/responsable des relations presse du PNUE  
Tél. : +254 733 632755 ; e-mail : [nick.nuttall@unep.org](mailto:nick.nuttall@unep.org)

Moira O'Brien-Malone, responsable de la communication,  
Division Technologie, Industrie et Économie du PNUE  
Tél. : +33 1 44 37 76 12 ; portable : +33 6 82 26 93 73  
E-mail : [moira.obrien-malone@unep.org](mailto:moira.obrien-malone@unep.org)